

## **Déclaration de Pierre Laurent - 1er tour de l'élection présidentielle - 23 avril 2017**

Le second tour de l'élection présidentielle opposera la candidate de l'extrême-droite raciste et xénophobe, Marine Le Pen, à Emmanuel Macron, candidat que les milieux financiers se sont choisis pour amplifier les politiques libérales dont notre pays souffre depuis 40 ans.

**C'est une situation extrêmement grave pour notre pays.** L'extrême-droite est au second tour et la gauche est éliminée. Pourtant, pour la première fois depuis des décennies, des millions de citoyen-e-s, qui aspirent à la transformation sociale, ont presque réussi à hisser leur candidat Jean-Luc Mélenchon au second tour. Tous ceux qui ont été trahis par les politiques menées par Hollande et Valls et se sont mobilisés pour la présence de Jean-Luc Mélenchon au second tour éprouvent ce soir des sentiments mêlés et contradictoires. A l'heure où nous nous exprimons et au vu des premiers résultats à notre disposition, nous leur disons que les près de 20 % obtenus par Jean-Luc Mélenchon lèvent un espoir nouveau pour l'avenir, pour réinventer la gauche nouvelle qu'attend notre pays, pour déverrouiller le système politique et la démocratie. C'est un score remarquable et inédit pour un candidat de transformation sociale depuis 1981.

Le combat continue pour ces millions de jeunes, de femmes et d'hommes qui aspirent à une nouvelle société débarrassée des logiques de rentabilité, à une véritable politique de gauche, de justice et de progrès social tournant le dos à l'austérité, au chômage et à la précarité.

**Nous entrons dans une période totalement nouvelle et inédite de l'histoire politique de notre pays.** Même si elle est dévoyée par les pièges de la présidentialisation, la secousse est forte : les deux partis, le Parti socialiste et les Républicains, qui ont dominé la vie politique française depuis 40 ans, sont éliminés au soir du premier tour.

L'aspiration au changement, à un nouveau choix de société, continuera de pousser inexorablement. La mobilisation de la jeunesse et des quartiers populaires est une promesse pour l'avenir.

C'est pour nous la leçon essentielle de cette campagne : rien n'est plus urgent que de continuer à ouvrir à ces nouvelles aspirations, à une véritable démocratie citoyenne, les voies de leur rassemblement pour construire une nouvelle République sociale, écologique, solidaire, respectueuse de la diversité et des attentes de notre peuple.

Ce combat, le Parti communiste entend le poursuivre avec toutes les forces politiques, sociales et citoyennes disponibles. Nous avons des atouts inédits pour cela.

**Nous saluons la campagne de Jean-Luc Mélenchon, tous les militants communistes, du Front de gauche, de la France insoumise, les élus communistes et Front de Gauche, les citoyens qui s'y sont investis et qui ont voté. Ce résultat est le leur.**

L'engagement de notre parti, de ses militantes et militants, des élu-e-s communistes et républicains dans la campagne de Jean-Luc Mélenchon a permis des rassemblements prometteurs. Jean-Luc Mélenchon obtient de très bons résultats dans les villes, les cantons, les circonscriptions où le Parti communiste est bien implanté et dispose d'un réseau important de militant-e-s et d'élu-e-s .

Le résultat de Jean-Luc Mélenchon marque un désir profond de changement vers plus d'honnêteté en politique, de justice sociale, de solidarité, de démocratie réelle, de paix et de respect de l'environnement.

**C'est une nouvelle page de la gauche française qui a commencé à s'écrire** dans cette campagne. La gauche change d'époque. Le Parti communiste est totalement investi dans cette réinvention, avec son projet, La France en commun, et entièrement tourné vers les défis du XXI<sup>e</sup> siècle.

**Dans l'immédiat, conscients des immenses batailles qui sont à venir et des responsabilités qui incombent à notre parti, nous appelons le 7 mai, lors du second tour de l'élection présidentielle, à barrer la route de la Présidence de la République à Marine Le Pen, à son clan et à la menace que constitue le Front national pour la démocratie, la République et la paix, en utilisant le seul bulletin de vote qui lui sera malheureusement opposé pour le faire.**

Marine Le Pen veut une société de haine, du rejet de l'autre, du racisme et de la xénophobie, une société qui divisera ceux qui ont des intérêts communs au profit de son clan et des puissances d'argent, qui substituera aux principes fondamentaux d'égalité et de fraternité dans la République des principes de discrimination entre Français, entre ceux qui vivent et travaillent dans notre pays selon leur origine et leur nationalité. Nous n'en voulons pas.

Marine Le Pen veut un monde dangereux où toutes les aventures guerrières deviendraient possibles, où toutes les rivalités nationalistes seraient encouragées. Avec Donald Trump, Vladimir Poutine, Bachar El Assad, et les extrêmes droites européennes comme alliés, elle menacerait la sécurité du monde si elle présidait la France, un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. Nous ne le voulons pas.

Nous avons le devoir, pour aujourd'hui comme pour les générations futures, d'empêcher son accession à la Présidence de la République, qui signifierait la prise en main par l'extrême-droite de tous les instruments d'État.

Notre appel pour le 7 mai n'est évidemment en aucun cas un soutien au programme libéral anti-social d'Emmanuel Macron, que nous avons combattu quand il était ministre et que nous combattons demain sans concession, chaque fois qu'il portera atteinte au monde du travail, à ses droits, à nos services publics.

**Nous appelons, dans le respect des appels qui seront lancés le 1<sup>er</sup> mai par les organisations syndicales, à faire de cette grande journée sociale du 1<sup>er</sup> mai un moment de lutte et de mobilisation sociale contre l'extrême-droite, pour la paix, la démocratie et le progrès social.**

**Face à un tel second tour de l'élection présidentielle, les élections législatives des 11 et 18 juin prennent désormais une importance cruciale.** Les citoyen-nes qui ont porté à un haut niveau l'élan de la transformation sociale avec le vote pour Jean-Luc Mélenchon, doivent maintenant transformer l'essai lors des prochaines élections législatives. L'Assemblée nationale peut devenir un contre-pouvoir à la politique qui sera conduite à la suite du résultat du second tour de l'élection présidentielle le 7 mai prochain.

Fort du résultat obtenu ce dimanche, nous pouvons élire un grand nombre de députés honnêtes, proches de vous, fidèles aux intérêts populaires, comme l'ont été les députés communistes pendant 5 ans, notamment contre les lois Macron ou El Khomri. Des députés qui résisteront à la droite et à l'extrême-droite, qui ne s'allieront pas avec les députés macronistes pour voter des lois anti-sociales. Des députés porteurs de résistance et d'espoir face aux appétits de la finance et contre la haine et les divisions.

**Les communistes sont déjà pleinement investis dans cette bataille législative que nous savons essentielle depuis le premier jour, à l'égal de l'élection présidentielle. Le PCF présente et soutient une nouvelle génération de candidat-e-s à parité pour faire entrer le peuple à l'Assemblée nationale.**

Dès ce soir, et dans les quarante-huit heures qui viennent, le Parti communiste appelle les forces de gauche et de progrès, les équipes de Jean-Luc Mélenchon et de la France insoumise, toutes les forces engagées dans la campagne, celles de Benoît Hamon, des socialistes et des écologistes, des femmes et des hommes désireux de reconstruire une gauche de combat et de transformation sociale et à se réunir, à débattre publiquement et préparer ensemble les échéances décisives à venir, celles du second tour de l'élection présidentielle, du 1<sup>er</sup> mai, et celles des élections législatives des 11 et 18 juin.

Pour sa part, le PCF s'engage sans attendre dans toutes ces mobilisations.

## **Appel de Pierre Laurent aux forces de gauche: Ne perdons plus de temps**

Déclaration de Pierre Laurent, conférence de presse du 25/04/2017

Je vous remercie de votre présence à cette heure inhabituelle pour une conférence de presse, mais j'étais ce matin à l'hommage rendu par la Nation à Xavier JUGELE, policier tué dans l'exercice de ses fonctions le 20 avril.

Je renouvelle ici, à sa famille, son compagnon, ses proches, ses collègues et aux forces de l'ordre, mes sincères condoléances et toute la solidarité des communistes français.

En opposant la candidate de l'extrême droite, Marine Le Pen, au candidat libéral que se sont choisi les milieux financiers, Emmanuel Macron, le second tour de l'élection présidentielle ouvre la porte à de très graves dangers pour notre pays. Le débat qui se met déjà en place pour le second tour vise à museler les idées et les forces nouvelles qui se sont levées à gauche.

En même temps, le score réalisé par notre candidat Jean-Luc Mélenchon a levé un potentiel considérable de résistance et de reconstruction d'une espérance de gauche nouvelle. Celle-ci est porteuse d'un nouveau projet émancipateur, articulant démocratie, progrès social et écologique pour la société. Il ne vous aura pas échappé que dans les villes à direction communiste - Front de Gauche, le score de Jean-Luc Mélenchon est supérieur de 11 points à la moyenne nationale (30, 6%).

Aujourd'hui, il faut faire face aux dangers qui se présentent en nous appuyant sur ces idées et ces forces et en leur ouvrant de nouvelles perspectives de luttes, de conquêtes politiques et de représentation politique nationale.

Le Parti communiste appelle dans un seul et même mouvement à battre le plus largement possible Marine Le Pen le 7 mai, lors du second tour de l'élection présidentielle et à construire, dès le lendemain, des victoires aux élections législatives dans le maximum de circonscriptions pour pouvoir combattre résolument les choix

libéraux d'Emmanuel Macron comme les forces ultra-réactionnaires de l'extrême droite et de la droite.

Nous avons toujours combattu le Front national et jamais participé à sa banalisation.

Notre appel à faire barrage à Marine Le Pen, en utilisant le seul bulletin qui lui sera malheureusement opposé, est net et sans détour. Nous ne laisserons pas toutes les rênes de l'État et les immenses pouvoirs que confèrent la Ve République au Président dans les mains de la candidate de l'extrême droite. Avec elle, la République, nos principes de liberté, d'égalité et de fraternité, la démocratie et la sécurité de notre territoire comme celle du monde seraient mis en danger. Nous prenons toutes nos responsabilités car le risque de son élection ne peut être écarté.

Nous n'avons pas voulu la configuration du second tour, mais comment l'ignorer ? Notre choix n'est en aucun cas un soutien à la politique d'Emmanuel Macron : nous l'avons combattu comme ministre, puis comme candidat, dans la rue, à l'Assemblée nationale, dans les urnes. Nous combattons demain tous ses choix anti-sociaux, favorables à la loi de l'argent.

Nous ferons donc barrage à Marine Le Pen les yeux ouverts sur la suite.

Il est d'ailleurs totalement irresponsable de la part d'Emmanuel Macron, face au danger qui menace, de chercher à faire du vote du second tour une adhésion à son programme. Nous ne tomberons pas dans ce piège. C'est dans cet esprit, lucides et clairvoyants, que nous mobiliserons pour le 7 mai et que nous serons dans la rue le 1<sup>er</sup> mai, aux côtés des organisations syndicales.

[Au-delà du second tour, il faut construire dès maintenant le maximum de victoires législatives les 11 et 18 juin prochains pour les forces de gauche nouvelles qui se sont levées le 23 avril.](#)

Alors que les droites sont unies et en ordre de bataille pour les élections législatives, que le Front national veut élargir sa représentation nationale, fort du succès et du résultat de Jean-Luc Mélenchon, c'est à nous, Parti communiste, France insoumise, Ensemble !, forces du Front de gauche, de créer les conditions de ces victoires, pour une gauche de résistance et de combat forte à l'Assemblée nationale comme dans le pays, en élisant le maximum de députés prêts à défendre la jeunesse, le monde du travail, les quartiers populaires.

A l'expérience, les citoyen-nes de notre pays savent que ce sont les député-es communistes et Front de gauche qui ont été les adversaires les plus déterminés du ministre Macron et de la loi El Khomri. Ce sont des député-es qui sont restés fidèles aux engagements pris devant leurs électrices et électeurs. Des députés honnêtes et intègres qui ont préservé une gauche debout.

Dans 212 circonscriptions, la totalité des voix de gauche et écologistes qui se sont portées sur les candidatures de Jean-Luc Mélenchon, Benoît Hamon et des candidats d'extrême gauche ont déjà devancé le 23 avril Emmanuel Macron, Marine Le Pen et la droite.

Ensemble, nous pouvons gagner ces circonscriptions.

Et dans de nombreuses autres, avec de nouveaux progrès qui sont possibles d'ici le 11 juin, d'autres conquêtes sont possibles.

Dans 210 circonscriptions, ce sont des candidats du FN qui menacent d'être élus, et nous devons prendre des initiatives inédites pour empêcher leur élection.

Les élections législatives seront donc cruciales. La reconquête engagée le 23 avril peut donc se poursuivre à une condition : que les forces qui ont permis ensemble le score de Jean-Luc Mélenchon envoient très vite un signal fort de mise en commun de leurs forces dans cette nouvelle bataille.

C'est l'appel que je lance, notamment à la France insoumise, dont je ne comprends pas le silence à nos appels pour une discussion commune sur les législatives depuis dimanche, mais aussi à toutes les forces de gauche qui sont prêtes à s'en saisir.

Le temps presse.

Si nous sommes ensemble, la victoire est possible dans des dizaines et des dizaines de circonscriptions. Divisés, nous en gagnerons seulement une poignée. Et chaque circonscription qui sera perdue sera alors gagnée par l'extrême-droite, la droite ou les libéraux d'Emmanuel Macron. Nous n'avons pas le droit de prendre ce risque et de gâcher le résultat obtenu le 23 avril.

Nous en appelons à la responsabilité face à une concurrence qui s'avérerait mortifère. C'est la proposition que l'exécutif national du PCF fera demain au Conseil national.

En mettant nos énergies en commun, toutes les forces qui ont contribué au résultat de Jean-Luc Mélenchon et qui auront à travailler ensemble demain peuvent être bien représentées. Les communistes, notamment dans les circonscriptions où ils sont sortants et où leurs positions sont fortes, sont les mieux placés pour conduire cette bataille. Partout le PCF présente et soutient une nouvelle génération de candidat-e-s : 65 % n'ont aucun mandat électif, 85 % sont issus du monde syndical, associatif, infirmières, cheminots, ouvriers, agricultrices, avocates, enseignants, habitants de quartiers populaires.

Ailleurs, c'est France insoumise ou une autre force, qui peut conduire ce combat. Nous sommes pour une entente qui respecte chacun et qui fasse gagner tout le monde.

Je le répète en concluant : ne perdons plus de temps.

*Seul le prononcé fait foi*

## **Appel de Pierre Laurent aux forces de gauche: Ne perdons plus de temps**

Déclaration de Pierre Laurent, conférence de presse du 25/04/2017

Je vous remercie de votre présence à cette heure inhabituelle pour une conférence de presse, mais j'étais ce matin à l'hommage rendu par la Nation à Xavier JUGELE, policier tué dans l'exercice de ses fonctions le 20 avril.

Je renouvelle ici, à sa famille, son compagnon, ses proches, ses collègues et aux forces de l'ordre, mes sincères condoléances et toute la solidarité des communistes français.

En opposant la candidate de l'extrême droite, Marine Le Pen, au candidat libéral que se sont choisi les milieux financiers, Emmanuel Macron, le second tour de l'élection présidentielle ouvre la porte à de très graves dangers pour notre pays. Le débat qui se met déjà en place pour le second tour vise à museler les idées et les forces nouvelles qui se sont levées à gauche.

En même temps, le score réalisé par notre candidat Jean-Luc Mélenchon a levé un potentiel considérable de résistance et de reconstruction d'une espérance de gauche nouvelle. Celle-ci est porteuse d'un nouveau projet émancipateur, articulant démocratie, progrès social et écologique pour la société. Il ne vous aura pas échappé que dans les villes à direction communiste - Front de Gauche, le score de Jean-Luc Mélenchon est supérieur de 11 points à la moyenne nationale (30, 6%).

Aujourd'hui, il faut faire face aux dangers qui se présentent en nous appuyant sur ces idées et ces forces et en leur ouvrant de nouvelles perspectives de luttes, de conquêtes politiques et de représentation politique nationale.

Le Parti communiste appelle dans un seul et même mouvement à battre le plus largement possible Marine Le Pen le 7 mai, lors du second tour de l'élection présidentielle et à construire, dès le lendemain, des victoires aux élections législatives dans le maximum de circonscriptions pour pouvoir combattre résolument les choix



libéraux d'Emmanuel Macron comme les forces ultra-réactionnaires de l'extrême droite et de la droite.

Nous avons toujours combattu le Front national et jamais participé à sa banalisation.

Notre appel à faire barrage à Marine Le Pen, en utilisant le seul bulletin qui lui sera malheureusement opposé, est net et sans détour. Nous ne laisserons pas toutes les rênes de l'État et les immenses pouvoirs que confèrent la Ve République au Président dans les mains de la candidate de l'extrême droite. Avec elle, la République, nos principes de liberté, d'égalité et de fraternité, la démocratie et la sécurité de notre territoire comme celle du monde seraient mis en danger. Nous prenons toutes nos responsabilités car le risque de son élection ne peut être écarté.

Nous n'avons pas voulu la configuration du second tour, mais comment l'ignorer ? Notre choix n'est en aucun cas un soutien à la politique d'Emmanuel Macron : nous l'avons combattu comme ministre, puis comme candidat, dans la rue, à l'Assemblée nationale, dans les urnes. Nous combattons demain tous ses choix anti-sociaux, favorables à la loi de l'argent.

Nous ferons donc barrage à Marine Le Pen les yeux ouverts sur la suite.

Il est d'ailleurs totalement irresponsable de la part d'Emmanuel Macron, face au danger qui menace, de chercher à faire du vote du second tour une adhésion à son programme. Nous ne tomberons pas dans ce piège. C'est dans cet esprit, lucides et clairvoyants, que nous mobiliserons pour le 7 mai et que nous serons dans la rue le 1<sup>er</sup> mai, aux côtés des organisations syndicales.

Au-delà du second tour, il faut construire dès maintenant le maximum de victoires législatives les 11 et 18 juin prochains pour les forces de gauche nouvelles qui se sont levées le 23 avril.

Alors que les droites sont unies et en ordre de bataille pour les élections législatives, que le Front national veut élargir sa représentation nationale, fort du succès et du résultat de Jean-Luc Mélenchon, c'est à nous, Parti communiste, France insoumise, Ensemble !, forces du Front de gauche, de créer les conditions de ces victoires, pour une gauche de résistance et de combat forte à l'Assemblée nationale comme dans le pays, en élisant le maximum de députés prêts à défendre la jeunesse, le monde du travail, les quartiers populaires.

A l'expérience, les citoyen-nes de notre pays savent que ce sont les député-es communistes et Front de gauche qui ont été les adversaires les plus déterminés du ministre Macron et de la loi El Khomri. Ce sont des député-es qui sont restés fidèles aux engagements pris devant leurs électrices et électeurs. Des députés honnêtes et intègres qui ont préservé une gauche debout.

Dans 212 circonscriptions, la totalité des voix de gauche et écologistes qui se sont portées sur les candidatures de Jean-Luc Mélenchon, Benoît Hamon et des candidats d'extrême gauche ont déjà devancé le 23 avril Emmanuel Macron, Marine Le Pen et la droite.

Ensemble, nous pouvons gagner ces circonscriptions.

Et dans de nombreuses autres, avec de nouveaux progrès qui sont possibles d'ici le 11 juin, d'autres conquêtes sont possibles.

Dans 210 circonscriptions, ce sont des candidats du FN qui menacent d'être élus, et nous devons prendre des initiatives inédites pour empêcher leur élection.

Les élections législatives seront donc cruciales. La reconquête engagée le 23 avril peut donc se poursuivre à une condition : que les forces qui ont permis ensemble le score de Jean-Luc Mélenchon envoient très vite un signal fort de mise en commun de leurs forces dans cette nouvelle bataille.

C'est l'appel que je lance, notamment à la France insoumise, dont je ne comprends pas le silence à nos appels pour une discussion commune sur les législatives depuis dimanche, mais aussi à toutes les forces de gauche qui sont prêtes à s'en saisir.

Le temps presse.

Si nous sommes ensemble, la victoire est possible dans des dizaines et des dizaines de circonscriptions. Divisés, nous en gagnerons seulement une poignée. Et chaque circonscription qui sera perdue sera alors gagnée par l'extrême-droite, la droite ou les libéraux d'Emmanuel Macron. Nous n'avons pas le droit de prendre ce risque et de gâcher le résultat obtenu le 23 avril.

Nous en appelons à la responsabilité face à une concurrence qui s'avérerait mortifère. C'est la proposition que l'exécutif national du PCF fera demain au Conseil national.

En mettant nos énergies en commun, toutes les forces qui ont contribué au résultat de Jean-Luc Mélenchon et qui auront à travailler ensemble demain peuvent être bien représentées. Les communistes, notamment dans les circonscriptions où ils sont sortants et où leurs positions sont fortes, sont les mieux placés pour conduire cette bataille. Partout le PCF présente et soutient une nouvelle génération de candidat-e-s : 65 % n'ont aucun mandat électif, 85 % sont issus du monde syndical, associatif, infirmières, cheminots, ouvriers, agricultrices, avocates, enseignants, habitants de quartiers populaires.

Ailleurs, c'est France insoumise ou une autre force, qui peut conduire ce combat. Nous sommes pour une entente qui respecte chacun et qui fasse gagner tout le monde.

Je le répète en concluant : ne perdons plus de temps.

*Seul le prononcé fait foi*



**NE PAS DIFFUSER – Document de travail interne**

Paris, le 3 mai 2017

**Secrétaire national**

**Monsieur Jean-Luc Mélenchon**

France insoumise  
43, rue de Dunkerque  
75 PARIS

Cher Jean-Luc,  
Cher(e)s camarades,

Ce courrier fait suite à notre rencontre nationale qui s'est tenue hier. Je l'écris avec la préoccupation de trouver une issue positive à nos discussions, c'est-à-dire le chemin du rassemblement de nos forces dans les élections législatives : c'est ce que souhaitent nos électrices et électeurs qui ne veulent pas courir le risque de voir un député macroniste, de droite ou d'extrême droite élu dans leur circonscription à cause d'une division de nos forces. C'est le seul chemin qui peut permettre de concrétiser l'objectif que tu as énoncé dimanche et que je porte aussi au nom du PCF, d'une majorité législative prolongeant le score du 23 avril.

Cet objectif prendra d'autant plus de force dimanche soir, après le résultat du second tour qui aura renforcé Emmanuel Macron et Marine Le Pen, rendant plus menaçant encore le poids du Front national. Nous aurons plus encore la responsabilité de prolonger la promesse du 23 avril.

En métropole, ton résultat a été en tête de tous les autres dans 58 circonscriptions, il devance Macron dans 56 autres et il a dépassé sa moyenne nationale de 19,6 % dans 155 autres circonscriptions. C'est un potentiel de mobilisation à conforter ensemble.

Pour parvenir à nous mettre d'accord, nous sommes dans l'urgence. Mais nous pensons que c'est possible d'ici dimanche.

Hier, nous vous avons fait une proposition qui permettrait de rassembler nos forces dans le maximum de circonscriptions, sous la bannière commune « la force du peuple à l'Assemblée nationale ». Cette proposition respecte la place centrale tenue par notre candidat et peut être acceptée par tous.

Vous avez contesté puis refusé cette proposition, objectant qu'elle risquait de « détricoter » ce que vous avez construit avec la France insoumise, confirmant que, pour vous, l'unique cadre national de rassemblement possible restait dès lors la France insoumise. Nous continuons de penser que seul un cadre acceptable par tous, donc respectueux de FI comme du PCF et des autres forces créera la dynamique la plus efficace.

Je vous renouvelle donc cette proposition, en apportant des précisions utiles à lever les objections que vous nous avez opposées.

En premier lieu, notre proposition permet bel et bien de résoudre la question du label commun, c'est-à-dire de l'unité nationale de campagne, qui vous préoccupe à juste titre.

Et nous sommes prêts, d'ici dimanche, à avancer avec vous sur la question de l'identification nationale de nos candidat-e-s, en nous mettant au travail dans les heures qui viennent.

Deuxièmement, sur la question du programme, il va de soi pour nous qu'en cas de majorité parlementaire, l'Avenir en commun constituerait le socle de cette majorité et de l'action gouvernementale. Bien entendu, dans la mise en œuvre de l'action gouvernementale, toutes les forces qui auront contribué à ce succès feraient valoir leur apport et leurs propositions. Aucun d'entre nous ne veut des députés soumis à l'Exécutif national. Nos propositions, rassemblées dans « La France en commun », comme l'action de nos députés, seraient dès lors une contribution constructive à ce socle gouvernemental. Il n'y a donc aucun brouillage dans l'addition de nos idées mais, au contraire, les bases d'une majorité gouvernementale solide, riche de sa diversité et inventive.

Je vous le redis : si vous étiez d'accord pour travailler dans ce sens, cela ouvrirait la possibilité de présenter ensemble un maximum de candidatures communes, en travaillant sur la base du principe « un pour un » que vous nous avez proposé, en recherchant la candidature maximale pour gagner dans chaque circonscription.

Si vous persistez dans votre refus, nous le regretterions vivement car cela nous conduirait les uns et les autres à présenter des candidatures concurrentes, ce qui ferait trop souvent le jeu de nos adversaires politiques.

Vous savez comme nous que cette situation serait contraire au souhait de nos électrices et électeurs et, surtout, mettrait en péril la possibilité de gagner de nombreux député-e-s, et donc la possibilité de constituer une majorité de gauche nouvelle.

Ne voulant toutefois fermer aucune porte, nous avons noté qu'en cas de refus d'un accord national sur ces bases, vous proposez un retrait réciproque de candidats dans un nombre limité de circonscriptions. Vous avez cité le chiffre de 30 circonscriptions pour chaque force.

Bien que beaucoup trop limitée à nos yeux, nous vous proposons, si vous maintenez votre refus à la proposition qui a notre faveur, d'examiner dès demain dans le détail cette proposition de repli.

Nous avons travaillé avec nos fédérations réunies ce matin une liste de 30 circonscriptions en ce sens, dans lesquelles le PCF propose le retrait de vos candidats, et bien que les fédérations du PCF sont disposées à aller beaucoup plus loin comme elles vous le font savoir localement. A vous évidemment de faire la proposition des 30 circonscriptions où vous souhaitez notre retrait.

Notre liste a été arrêtée selon les principes suivants, que nous vous avons exposés en toute transparence :

- elle ne contient pas les circonscriptions où le PCF dispose d'un -e député-e sortant-e : vous connaissez le travail qu'ils ont réalisé, leur implication contre la politique Hollande-Valls, leur proximité avec les habitant-e-s . Elles sont légitimes à se représenter ; nous en prenons la responsabilité, en souhaitant évidemment qu'elles ne soient pas concurrencées par un candidat FI. Ce choix vous appartient.

- notre liste est bâtie à partir des territoires et des rapports de force locaux, notamment là où les candidatures proposées par le PCF apparaissent les mieux placées pour gagner.

Compte-tenu du nombre d'autres circonscriptions où les possibilités de victoires sont réelles, un accord équitable est tout à fait possible sur ces bases.

Vous l'aurez compris, nous souhaitons une réunion demain, pour entendre votre réponse à notre première proposition précisée dans cette lettre et examiner, sinon, dans le détail, la proposition plus limitée. Si vous acceptez le principe de cette réunion, nous vous communiquerons avant celle-ci la liste de nos propositions. Vous pourriez en faire de même. Cela rendrait sûrement notre réunion plus efficace encore.

Dans l'attente de votre réponse, recevez, Cher Jean-Luc, Cher(e)s camarades, mes salutations fraternelles.

**Pierre Laurent**

## **National courrier de JLM le 05 Mai 2017 à Pierre Laurent**

<http://www.youscribe.com/BookReader/Index/2830248?documentId=3064259>

Cher Pierre, chers camarades,

Nous avons pris bonne note du courrier que tu nous as transmis suite à notre échange du mardi 2 mai à propos des élections législatives. Cette discussion constituait la 5ème rencontre entre le PCF et des délégations de la France insoumise depuis le mois de janvier.

Aucune de ces rencontres n'a pour l'instant permis d'avancer malgré les propositions que nous avons faites à plusieurs reprises:

-Au mois d'octobre dernier, nous invitons le PCF à prendre toute sa place au sein de la France insoumise pour permettre une articulation étroite entre les élections présidentielles et législatives.

Dans l'Humanité du 11 janvier, tu réponds qu'il n'y aura pas d'accord entre le PCF et la France insoumise. Nous avons pris acte de ce refus.

-En janvier 2017, nous prenons cependant connaissance de votre souhait que nous n'investissions pas de candidat dans un nombre réduit de circonscriptions, principalement celle de vos députés sortants.

Nous vous proposons donc de travailler dans un esprit de responsabilité à des accords de désistements réciproques. Cette méthode est refusée par votre délégation au cours du mois de février.

Bien que nous ayons toujours laissé ouverte la porte des discussions, vous n'êtes pas revenus sur ce refus avant le 1er tour de l'élection présidentielle. Nous avons d'ailleurs été étonnés dans le même temps de vous entendre dire que nous ne répondions pas à vos demandes de rencontre.

et Après le 1er tour, toujours guidé par la volonté d'œuvrer à un accord, nous prenons malgré tout l'initiative de vous proposer une rencontre. Elle est tenue le 28 avril dernier dans nos locaux.

La veille, nous avons appris par la presse une proposition que vous souhaitiez nous faire. Lors de cette rencontre, tu n'as ni voulu confirmer ni démentir cette information.

La discussion n'a, de fait, pas pu avancer mais nous avons convenus d'un nouvel échange pour le 2 mai. Quelques heures avant la réunion, nous découvrons par la presse que vous souhaitez maintenant un accord national, en contradiction avec votre refus de janvier.

Il nous est difficile de suivre ces changements qui nous interrogent sur votre volonté d'aboutir à un accord.

Il est donc temps que nous avançons car nous ne pouvons plus retarder notre entrée en campagne. Nous ne pouvons bien évidemment pas être d'accord avec votre demande: il s'agirait de partager le territoire entre 50% de candidatures communistes portant le programme du PCF et 50%

de candidatures de la France insoumise s'inscrivant dans la continuité de la campagne présidentielle.

Ce serait rendre impossible le fait de retrouver à l'élection législative les 7 millions de voix qui se sont portés sur le programme de Jean-Luc Mélenchon. Ce serait diluer la force conséquente que nous avons rassemblé dans des campagnes différentes d'une circonscription à l'autre. Ce serait réduire à néant plusieurs mois d'effort pour proposer au peuple français un projet politique clair et cohérent.

Ce serait trahir la confiance des 500 000 personnes qui ont contribué à cette démarche et qui ne veulent plus d'accords électoraux sans cohérence. Ce serait une faute politique et stratégique que nous ne pouvons pas commettre si nous voulons proposer à l'élection législative une perspective majoritaire. Si vous souhaitez un accord sur l'ensemble du territoire, nous vous proposons donc, une nouvelle fois, de travailler à ce que des candidats du PCF puissent s'inscrire dans la campagne de la France insoumise pour les élections législatives.

C'est d'ailleurs déjà le cas de plusieurs d'entre eux, comme d'ailleurs de militants d'Ensemble, d'EELV, de la NGS ou du PG qui se sont regroupés dans ce cadre qui rassemble déjà très largement.

Si vous refusez à nouveau cette main tendue, sommes toujours prêts à examiner un nous accord de désistement réciproque.

Bien sûr, nous regretterions dans ce cas que vous preniez la responsabilité d'une division dans la grande majorité des circonscriptions. En effet, des candidats qui portent la démarche et le programme de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle y sont d'ores et déjà investis.

Nous demandons alors que cette situation de concurrence soit assumée comme telle et que cessent les procédés de certains de vos candidats visant à créer une confusion dans l'esprit des citoyens.

Nous souhaitons donc la mise en place de règles de bonnes conduites permettant la clarté pour les électeurs :

Non utilisation du nom et de l'image de Jean-Luc Mélenchon par les candidats du PCF -pour leur matériel de campagne et leur matériel officiel afin de ne pas induire en erreur les électeurs et de respecter son droit à l'image. » par tous les candidats, étant donné que les Front de Gauche Non utilisation du logo « -composantes de ce rassemblement seront divisés dans l'élection.

Nous vous proposons donc un accord sur 52 circonscriptions de permettre une afin représentation importante du PCF et de la France insoumise à l'Assemblée Nationale. Dans 11 circonscriptions à travers le pays, la France insoumise a d'ores et déjà investi des candidats issus du PCF ou rattachés à lui (03-02, 06-01, 06-05, 09-01, 12-02, 71-02, 78-06, 79-01, 80-01, 82-01, 87-03).

Ces candidats n'auront donc pas de concurrence. Nous proposons de retirer ou de ne pas investir de candidats dans 15 autres circonscriptions : celles des 7 députés sortants du PCF (13-13, 18-02, 59-16, 59-20, 60-06, 63-05, 93-04) -8 circonscriptions parmi celles que vous nous avez demandé en

février et sur lesquelles le -score de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle a été parmi les plus hauts du pays (02-04, 69-14, 76-03, 76-06, 76-08, 92-01, 92-11, 93-02)

En contrepartie, nous souhaitons que le Parti Communiste retire ou n'investisse de pas candidats sur 26 circonscriptions : 09-02, 13-03, 13-04 ou 13-07, 31-04, 31-09, 34-02, 38-03, 57-08, 59-01, 60-03, 62-03, 75-06, 75-09, 75-10, 75-15, 75-16, 75-17, 84-01, 91-01, 91-10, 93-01, 93-06, 93-07, 94-02, 94-10, 95-08.

Après plusieurs mois d'échanges, à 5 semaines du premier tour, il est temps que ces discussions aboutissent. Nous considérons donc qu'il ne sera pas possible de poursuivre nos échanges après le mardi 9 mai sans handicaper notre entrée en campagne.

Nous sommes donc disposés à vous rencontrer dans les meilleurs délais pour échanger sur la base de cette proposition. Avec nos salutations fraternelles,

Pour la France insoumise, Martine Billard, Raphaël Qnouch, , Manuel Bompard



# Conférence de presse concernant les législatives

**Verbatim Conférence de presse - Pierre Laurent - Mardi 9 mai 2017**

48 heures après l'élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République, la bataille des élections législatives bat déjà son plein.

Jeudi 11 mai, à 19 heures, au gymnase Japy à Paris, je lancerai en présence de nombreux candidats soutenus par le Parti communiste la campagne nationale des communistes. Nos ambitions sont claires :

- concrétiser l'espoir ouvert par les 7,5 millions de voix recueillis le 23 avril par le vote Jean-Luc Mélenchon. Nous voulons donner à cette force nouvelle une représentation maximale dans l'Assemblée nationale, pour faire entendre l'exigence d'un nouveau progrès social et écologique pour le pays et refuser les projets libéraux d'Emmanuel Macron ;
- élire le maximum de députés qui refuseront de signer un chèque en blanc au Président pour légiférer dès cet été par ordonnances contre la casse du Code du Travail ;
- après la défaite infligée à Marine Le Pen au second tour de la présidentielle, à laquelle nous sommes fiers d'avoir contribué avec clarté, barrer maintenant la route à une entrée massive du Front national à l'Assemblée ;
- renouveler en profondeur l'Assemblée nationale en faisant entrer des députés représentant vraiment le peuple, c'est-à-dire des ouvriers, des infirmières, des cheminots, des professeurs des écoles, des employés, des chômeurs, des étudiants, des jeunes travailleurs dans la précarité, etc., des salariés, femmes et hommes à parité, de toutes conditions et de tous métiers, que ni En Marche, ni la droite, ni le FN ne présenteront. Nos candidats, dont près de 70 % n'ont aucun mandat électif, sont à l'image de cette France du travail.

Pour concrétiser ces objectifs, je renouvelle avec gravité et colère mon appel à la France insoumise pour que nous allions, non dans quelques circonscriptions, mais le plus largement et nationalement possible à la bataille sous une bannière commune, qui puisse rassembler France insoumise, le Parti communiste, Ensemble !, les forces citoyennes du Front de gauche, et toutes les forces de gauche et écologistes qui pourraient alors souhaiter se joindre à nous pour mener ensemble les combats qui s'annoncent.

Que cherche-t-on ? La défense d'intérêts de recomposition partisane ou une victoire du peuple qui rebatte les cartes après la présidentielle et redonne une chance à notre peuple de peser sur son avenir ? Sans accord national, nous diviserons les électeurs de Jean-Luc Mélenchon du 23 avril, alors qu'ils nous demandent une seule candidature, la plus à même de gagner, dans le maximum de circonscriptions. C'est la condition de l'élection du maximum de députés et de la mise en échec des tentatives de main mise sur la représentation nationale d'En Marche, de la droite et de l'extrême droite, qui, on le sait, peuvent être facilitées par la logique institutionnelle des mécanismes de la Vème République, contre la volonté de millions et de millions de nos concitoyens.

A ce jour, et alors que la bataille s'engage, cet accord fait toujours défaut. C'est pour nous

incompréhensible. J'alerte sur le gâchis qui se prépare. Les discussions entre deux formations n'ont pu porter encore hier soir, malgré nos demandes, que sur un échange de retraits réciproques de candidatures portant sur moins de quinze circonscriptions pour chaque formation sur 577. Nous poursuivons nos échanges, mais les électeurs et électrices de Jean-Luc Mélenchon, de toute la gauche, la jeunesse, le monde du travail, les quartiers populaires ne comprendraient pas que nous en restions là. Il reste quelques heures pour élargir le périmètre de la discussion et lui redonner l'ambition attendue. L'incompréhension est grande dans le pays et je la partage. Nous sommes prêts nationalement à tout moment pour avancer et nous avons fait des propositions pour le permettre. Et je demande à tous nos candidats, dans tous les départements, d'entrer en campagne la main tendue, ouverte à tout accord qui puisse débloquer cette situation.

Face aux candidats, à la droite, au FN qui travaillent tous à élargir le rassemblement opéré autour de leur candidat présidentiel, nous ne pouvons offrir à nos électeurs le terrible dilemme de la division.

Je veux lancer un second appel. Si nous avons battu Marine Le Pen au second tour. Le combat continue. Dans 45 circonscriptions où Marine Le Pen a réuni plus de 50 % des voix le 7 mai, j'invite à la mobilisation et à la convergence de toutes les forces démocratiques pour empêcher l'entrée massive du Front national à l'Assemblée nationale. Dans nombre de ces circonscriptions, il est possible de ne pas laisser les électeurs prisonniers d'un second tour droite ou En Marche face au FN.

Nous sommes prêts à la discussion pour créer les conditions d'un rassemblement maximum pour qualifier, dans ces circonscriptions, une candidature porteuse d'un projet de justice, de démocratie et d'égalité.

Enfin, je veux dire que derrière l'énorme opération de com' lancée par le Président de la République sur le thème du renouvellement et de l'audace, se cache de vieux projets du Medef et des méthodes anti-démocratiques archaïques. Le recours aux ordonnances pour légiférer contre le Code du Travail en contournant la négociation avec les syndicats n'est pas une fatalité. Le Président de la République n'a pas le pouvoir d'enclencher à lui seul cette mécanique. Une loi d'habilitation des ordonnances doit être votée au Parlement.

Nous appelons à la mobilisation sans attendre et nous disons : élisons le maximum de députés qui refuseront une telle loi habilitant les ordonnances et organisons le débat législatif en direct et sous le contrôle du monde salarié, dans le dialogue avec les organisations syndicales. Nos députés, s'ils sont élus, seront porteurs de propositions pour un Code du Travail du 21e siècle et des droits nouveaux de sécurité d'emploi et de formation pour tous. Nous avons déjà déposé des propositions de loi en ce sens. Nous les verserons au débat de la campagne des élections législatives. C'est ce grand débat national et démocratique que nous voulons, pas un blitzkrieg antisocial durant l'été.

Nous ferons de cette question un enjeu majeur et premier de la campagne législative qui s'annonce.

## Verbatim Conférence de presse - Pierre Laurent - Mardi 9 mai 2017

48 heures après l'élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République, la bataille des élections législatives bat déjà son plein.

Jeudi 11 mai, à 19 heures, au gymnase Japy à Paris, je lancerai en présence de nombreux candidats soutenus par le Parti communiste la campagne nationale des communistes. Nos ambitions sont claires :

- concrétiser l'espoir ouvert par les 7,5 millions de voix recueillis le 23 avril par le vote Jean-Luc Mélenchon.
- Nous voulons donner à cette force nouvelle une représentation maximale dans l'Assemblée nationale, pour faire entendre l'exigence d'un nouveau progrès social et écologique pour le pays et refuser les projets libéraux d'Emmanuel Macron ;
- élire le maximum de députés qui refuseront de signer un chèque en blanc au Président pour légiférer dès cet été par ordonnances contre la casse du Code du Travail ;
- après la défaite infligée à Marine Le Pen au second tour de la présidentielle, à laquelle nous sommes fiers d'avoir contribué avec clarté, barrer maintenant la route à une entrée massive du Front national à l'Assemblée ;
- renouveler en profondeur l'Assemblée nationale en faisant entrer des députés représentant vraiment le peuple, c'est-à-dire des ouvriers, des infirmières, des cheminots, des professeurs des écoles, des employés, des chômeurs, des étudiants, des jeunes travailleurs dans la précarité, etc., des salariés, femmes et hommes à parité, de toutes conditions et de tous métiers, que ni En Marche, ni la droite, ni le FN ne présenteront.
- Nos candidats, dont près de 70 % n'ont aucun mandat électif, sont à l'image de cette France du travail.

Pour concrétiser ces objectifs, je renouvelle avec gravité et colère mon appel à la France insoumise pour que nous allions, non dans quelques circonscriptions, mais le plus largement et nationalement possible à la bataille sous une bannière commune, qui puisse rassembler France insoumise, le Parti communiste, Ensemble !, les forces citoyennes du Front de gauche, et toutes les forces de gauche et écologistes qui pourraient alors souhaiter se joindre à nous pour mener ensemble les combats qui s'annoncent.

Que cherche-t-on ? La défense d'intérêts de recomposition partisane ou une victoire du peuple qui rebatte les cartes après la présidentielle et redonne une chance à notre peuple de peser sur son avenir? Sans accord national, nous diviserons les électeurs de Jean-Luc Mélenchon du 23 avril, alors qu'ils nous demandent une seule candidature, la plus à même de gagner, dans le maximum de circonscriptions.

C'est la condition de l'élection du maximum de députés et de la mise en échec des tentatives de main mise sur la représentation nationale d'En Marche, de la droite et de l'extrême droite, qui, on le sait, peuvent être facilitées par la logique institutionnelle des mécanismes de la Vème République, contre la volonté de millions et de millions de nos concitoyens.

A ce jour, et alors que la bataille s'engage, cet accord fait toujours défaut. C'est pour nous incompréhensible. J'alerte sur le gâchis qui se prépare. Les discussions entre deux formations n'ont pu porter encore hier soir, malgré nos demandes, que sur un échange de retraits réciproques de candidatures portant sur moins de quinze circonscriptions pour chaque formation sur 577.

Nous poursuivons nos échanges, mais les électeurs et électrices de Jean-Luc Mélenchon, de toute la gauche, la jeunesse, le monde du travail, les quartiers populaires ne comprendraient pas que nous en restions là. Il reste quelques heures pour élargir le périmètre de la discussion et lui redonner l'ambition attendue. L'incompréhension est grande dans le pays et je la partage.

Nous sommes prêts nationalement à tout moment pour avancer et nous avons fait des propositions pour le permettre. Et je demande à tous nos candidats, dans tous les départements, d'entrer en campagne la main tendue, ouverte à tout accord qui puisse débloquer cette situation. Face aux candidats, à la droite, au FN qui travaillent tous à élargir le rassemblement opéré autour de leur candidat présidentiel, nous ne pouvons offrir à nos électeurs le terrible dilemme de la division.

Je veux lancer un second appel. Si nous avons battu Marine Le Pen au second tour. Le combat continue. Dans 45 circonscriptions où Marine Le Pen a réuni plus de 50 % des voix le 7 mai, j'invite à la mobilisation et à la convergence de toutes les forces démocratiques pour empêcher l'entrée massive du Front national à l'Assemblée nationale. Dans nombre de ces circonscriptions, il est possible de ne pas laisser les électeurs prisonniers d'un second tour droite ou En Marche face au FN.

Nous sommes prêts à la discussion pour créer les conditions d'un rassemblement maximum pour qualifier, dans ces circonscriptions, une candidature porteuse d'un projet de justice, de démocratie et d'égalité.

Enfin, je veux dire que derrière l'énorme opération de com' lancée par le Président de la République sur le thème du renouvellement et de l'audace, se cache de vieux projets du Medef et des méthodes anti-démocratiques archaïques.

Le recours aux ordonnances pour légiférer contre le Code du Travail en contournant la négociation avec les syndicats n'est pas une fatalité. Le Président de la République n'a pas le pouvoir d'enclencher à lui seul cette mécanique. Une loi d'habilitation des ordonnances doit être votée au Parlement.

Nous appelons à la mobilisation sans attendre et nous disons : élisons le maximum de députés qui refuseront une telle loi habilitant les ordonnances et organisons le débat législatif en direct et sous le contrôle du monde salarié, dans le dialogue avec les organisations syndicales.

Nos députés, s'ils sont élus, seront porteurs de propositions pour un Code du Travail du 21<sup>e</sup> siècle et des droits nouveaux de sécurité d'emploi et de formation pour tous. Nous avons déjà déposé des propositions de loi en ce sens. Nous les verserons au débat de la campagne des élections législatives. C'est ce grand débat national et démocratique que nous voulons, pas un blitzkrieg antisocial durant l'été.

Nous ferons de cette question un enjeu majeur et premier de la campagne législative qui s'annonce.

# **Législatives. Rupture unilatérale par la France insoumise des discussions**

**Communiqué de presse du 10 mai 2017**

**Je regrette profondément le refus des dirigeants nationaux de France insoumise (Pierre Laurent)**

Dans un communiqué publié hier soir, le directeur de campagne de Jean-Luc Mélenchon, Manuel Bompard, annonce la rupture unilatérale par la France insoumise des discussions entre nos deux formations politiques. Cette rupture, ni moi, ni la direction du PCF, ne l'avons ni décidé, ni souhaité. Ceux qui affirment le contraire mentent et cherchent à se dédouaner de leurs responsabilités.

Hier encore, devant le risque que je sentais grandir, j'ai lancé un nouvel appel, le troisième en quinze jours, pour que nos discussions aboutissent sans délai à un accord large et national permettant d'aller ensemble à la bataille des élections législatives avec une candidature commune dans le maximum de circonscriptions. Je sentais grandir le risque puisque nos interlocuteurs écartaient depuis déjà dix jours toute possibilité d'un accord national qui n'aurait pas lieu sous la tutelle unique de la France insoumise, poussant ainsi à la multiplicité des candidatures issues des diverses forces ayant soutenu Jean-Luc Mélenchon, et à la division des électeurs réunis par son bulletin de vote le 23 avril. Depuis, nous en étions réduits à des discussions rabougries comme peau de chagrin, concernant une poignée de circonscriptions, 26 exactement sur 577 lors de la dernière discussion de lundi. Nous les poursuivions tout de même, avec la volonté d'aboutir à un accord pourtant insuffisant mais dont nous espérions qu'il envoie un signal unitaire positif. Le communiqué de France insoumise rompt cette dernière discussion. C'est irresponsable.

Les élections législatives s'annoncent en effet cruciales. Si Emmanuel Macron a été élu, la majorité parlementaire n'est acquise pour personne. Nous pouvons donc la disputer aux forces du libéralisme et de l'extrême-droite, fort des sept millions et demi de voix recueillies par Jean-Luc Mélenchon le 23 avril. Nous pouvons ensemble empêcher Emmanuel Macron d'avoir les mains libres pour casser le Code du travail, nous pouvons battre ses candidats et ceux de la droite dans de très nombreuses circonscriptions, barrer la route à l'entrée massive de députés Front national au Parlement après avoir barré la route de l'Élysée à Marine Le Pen. La meilleure chance de victoire que nous pouvons nous donner, c'est l'union maximale des forces qui ont permis le résultat du 23 avril, en conjugant leurs forces, tout en respectant leurs différences. C'est cette méthode que nous n'avons cessé de proposer pour les élections législatives, en rassemblant tous nos candidats sous une bannière commune respectueuse de tous, membres ou non de la France insoumise. Pourquoi refuser cette proposition de bon sens ?

Je regrette profondément le refus des dirigeants nationaux de France insoumise, qui privilégient manifestement sans le dire un intérêt de recomposition partisane à la possibilité d'une ample victoire les 11 et 18 juin prochains. Ce choix est périlleux pour la défense des intérêts populaires. Mais rien ne nous détournera du cap choisi. Je renouvelle mon appel, car l'union des forces capables de reconstruire une gauche nouvelle, profondément réinventée comme nous avons commencé à le faire avec le Front de gauche puis dans cette année 2017, n'est pas un choix de

circonstance électorale, c'est un choix de fond et durable. Et je demande aux candidats que nous avons investi d'entrer en campagne partout, en maintenant la main tendue et ouverte à tout accord qui permettra localement ou nationalement de dépasser cette situation.

Notre ligne de conduite reste la même. Nous avons voté Jean-Luc Mélenchon pour ouvrir la voie à un nouvel espoir. Après avoir battu Marine Le Pen, conscient des combats qui nous attendent face à Emmanuel Macron, nous voulons aujourd'hui concrétiser cet espoir et cette force dans les élections législatives en rassemblant le maximum de voix et de forces à gauche, et en faisant élire le maximum de députés qui les porteront dans les combats à venir. Nos candidates et candidats, issus dans toute la France du monde du travail, travailleront à faire entrer cette force populaire à l'Assemblée nationale.

C'est sur ces bases que je lancerai demain à 19 h au gymnase Japy à Paris la campagne nationale de nos candidats pour les élections législatives.

**Pierre Laurent**

Secrétaire national du PCF

# **Lettre de Pierre Laurent aux adhérent-es du Parti communiste français**

Chers camarades,

Dans un communiqué publié mardi 9 mai au soir et dans l'émission de Jean-Jacques Bourdin sur BFM TV ce mercredi 9 mai, Jean-Luc Mélenchon et son directeur de campagne, Manuel Bompard, ont pris la responsabilité d'annoncer la rupture de toute discussion avec notre parti pour les élections législatives. Je sais que cette situation vous inquiète tous. Je le comprends.

Je veux vous le dire clairement : cette rupture, ni moi, ni la direction du PCF, ne l'avons décidée, encore moins souhaitée, et nous ne nous y résolvons pas. Toute autre affirmation est simplement mensongère.

Tous les actes que nous avons produits, que j'ai personnellement produits depuis des mois pour notre engagement dans la campagne de Jean-Luc Mélenchon et pour un accord national entre nos formations pour les élections législatives attestent du contraire. J'invite chacun à relire l'intégralité de mes prises de position et celles de la direction du Parti et les trois appels lancés depuis le premier tour de l'élection présidentielle.

Tout est dit, tout est clair et basé sur un principe simple : union et rassemblement dans le respect de tous. Je réfute donc les allégations entendues ces dernières heures. Je le dis avec fermeté et colère, même si je n'ai nullement l'intention de verser dans la polémique stérile à laquelle certains nous appellent. Des élections législatives cruciales nous attendent. Le peuple peut, à nouveau, reprendre la main. Etre utile à cela est la seule chose qui m'importe, qui doit nous mobiliser.

Je tiens tout de même à apporter à chacun d'entre vous les éléments d'information et d'appréciation nécessaires.

## **1) D'abord, et c'est l'essentiel, sur le sens de nos efforts pour les élections législatives**

Après l'élection présidentielle, cette nouvelle bataille est décisive. Elle va à nouveau redistribuer les cartes et peut donner une nouvelle chance aux électeurs, aux sept millions et demi qui ont voté Jean-Luc Mélenchon, de reprendre du pouvoir sur l'avenir.

Nous sommes dans une situation inédite, instable et mouvante. Les électeurs n'ont pas dit leur dernier mot. Ces élections vont décider deux choses : qui aura la majorité ? Aujourd'hui, la réponse n'est acquise pour personne. Et quelles formations seront demain présentes dans le nouveau paysage politique ?

Notre objectif est donc clair : disputer la majorité parlementaire à Emmanuel Macron, aux forces du libéralisme et de l'extrême-droite et permettre à toutes les forces engagées dans la bataille, dont le Parti communiste français, d'être représentées pour être utiles demain aux forces populaires. Forts des sept millions et demi de voix recueillies par Jean-Luc Mélenchon le 23 avril, et rassemblés, nous pouvons (FI, le PCF, Ensemble !, etc) empêcher le Président de la République d'avoir les mains libres pour casser le Code du Travail.

Nous pouvons battre ses candidats et ceux de la droite dans de très nombreuses circonscriptions, barrer la route à l'entrée massive de députés Front national au Parlement, après avoir barré la route



de l'Elysée à Marine Le Pen. La meilleure chance de victoire que nous pouvons nous donner, c'est l'union maximale de ces forces, en les unissant tout en respectant leurs différences.

C'est cette méthode que nous ne cessons de proposer pour les élections législatives, en rassemblant tous nos candidats sous une bannière commune respectueuse de tous, membres ou non de la France insoumise. Nous allons entrer en campagne en tendant nationalement et localement la main à de telles ententes. Nous agissons dans les heures qui viennent à nouveau en ce sens.

Pourquoi cette proposition de bon sens est-elle à ce jour refusée par les dirigeants de la France insoumise, même quand elle est localement acceptée ?

Je crains malheureusement que les dirigeants de la France insoumise misent sur un choix dangereux et périlleux pour la défense des intérêts populaires. Préférer l'intérêt d'une recomposition politique partisane autour de la seule France insoumise à la possibilité d'une ample victoire les 11 et 18 juin prochains. Mais je tiens à réaffirmer que rien, pour notre part, ne doit nous détourner du cap choisi. L'union des forces capables de reconstruire une gauche nouvelle, profondément réinventée comme nous avons commencé à le faire avec le Front de gauche puis dans cette année 2017, n'est pas un choix de circonstance électorale, c'est un choix de fond et durable.

Et je demande aux candidats que nous avons investis d'entrer en campagne en portant cette ambition de rassemblement auprès de tous les électeurs de Jean-Luc Mélenchon, auprès de tous les électeurs aujourd'hui à la recherche d'une voie nouvelle pour l'avenir, auprès de toutes les forces socialistes et écologistes qui refuseront de cautionner la politique de Macron.

Notre ligne de conduite reste la même. Nous avons voté Jean-Luc Mélenchon pour ouvrir la voie à un nouvel espoir. Après avoir battu Marine Le Pen, et conscients des combats qui nous attendent face à Emmanuel Macron, nous voulons aujourd'hui concrétiser cet espoir et cette force dans les élections législatives en rassemblant le maximum de voix et de forces à gauche et en faisant élire le maximum de députés communistes et d'autres forces qui porteront les combats à venir.

Nos candidates et candidats, issus dans toute la France du monde du travail, doivent travailler à faire entrer cette force populaire à l'Assemblée nationale.

C'est sur ces bases que je lancerai [demain à 19h, au gymnase Japy à Paris](#), la campagne nationale de nos candidats pour les élections législatives. J'invite toutes celles et ceux qui le peuvent à y participer ou à en relayer la parole.

Dans cette bataille, nous défendons la liberté d'initiative du Parti communiste. Nous avons raison pour maintenant et pour l'avenir. Pour notre part, nous n'opposons pas ce choix à celui que d'autres font dans la France insoumise. Mais nous ne voulons pas de tutelle. Et la position claire que nous avons adoptée entre les deux tours est un bel exemple de l'utilité qu'il y a à maintenir la parole singulière du PCF.

Union et respect sont nos deux boussoles.

## **2) Sur les négociations de ces dernières heures**

Je veux là aussi donner quelques précisions. Car des camarades nous posent légitimement la question : avons-nous tout fait pour éviter l'échec actuel des discussions ?

Oui, nous avons tout tenté. Et nous allons continuer.

Hier après-midi, mardi 9 mai, j'ai lancé un nouvel appel public, le troisième en deux semaines, car nous sentions grandir le risque d'une annonce de rupture unilatérale. J'ai redit notre volonté d'aboutir sans délai à un accord large et national permettant d'aller ensemble à la bataille avec une candidature commune dans le maximum de circonscriptions. Le risque grandissait puisque nos interlocuteurs écartaient depuis déjà dix jours toute possibilité d'un accord national qui n'aurait pas lieu sous la tutelle unique de la France insoumise, poussant ainsi à la multiplicité des candidatures issues des diverses forces ayant soutenu Jean-Luc Mélenchon et à la division des électeurs réunis par son bulletin de vote le 23 avril.

Depuis, nous en étions réduits à des discussions sur des listes qui diminuaient comme peau de chagrin, concernant une poignée de circonscriptions, 26 exactement sur 577 lors de la dernière discussion de lundi. Nous les poursuivions tout de même, avec la volonté d'aboutir à un accord pourtant insuffisant mais dont nous espérions qu'il envoie un signal unitaire positif.

Dans la dernière liste discutée, 13 retraits réciproques étaient envisagés pour chaque force, autant dire que nous étions loin de toute ambition majoritaire. Dans ces listes figuraient les 7 députés communistes sortants, comme si cela relevait d'un exploit que de soutenir des députés irréprouvables dans leur combat tout au long du quinquennat, et seulement 6 circonscriptions dans lesquelles nous sommes au combat pour la reconquête.

Mais la France insoumise a continué de nous demander de nous retirer à Ivry et à Créteil sans contrepartie, ainsi qu'à Montreuil, à Grigny, tandis qu'elle refusait d'envisager tout retrait réciproque à Paris, où 4 circonscriptions sont pourtant jouables ; que jamais le Gard, la Dordogne ou les Bouches du Rhône n'ont été envisagés à un seul moment, pour ne prendre que trois exemples de très bons résultats départementaux de Jean-Luc Mélenchon. Où était la volonté de gagner ensemble ?

Malgré cela, et après avoir accepté d'intégrer dans les circonscriptions compensables par un retrait de notre part les 7 députés sortants, nous sommes allés jusqu'à accepter des retraits non compensés à Toulouse, à Montpellier, à Grenoble, à Marseille... Nous avons dit notre accord pour trouver des circonscriptions d'atterrissage gagnables et acceptables par nos deux formations pour les porte-paroles de France insoumise, puisque cela semblait être la priorité numéro un de la France insoumise, en démontrant que l'élargissement du périmètre des discussions permettrait de trouver aisément une solution. J'ajoute que jamais dans la discussion la moindre information ne nous a été donnée sur le choix de Jean-Luc Mélenchon, alors que s'il s'agissait de Marseille, cela aurait pu ouvrir la voie à une discussion fructueuse sur l'ensemble de la ville et du département. J'arrête là, mais je pourrais donner d'autres exemples que les responsables de notre secteur Elections, qui siégeaient à mes côtés dans ces discussions, pourraient aisément détailler.

Je tiens seulement à redire avec ces éléments que notre disponibilité à un accord même étriqué était total et qu'elle le reste. Evidemment, si je porte ces éléments à votre connaissance, ce n'est aucunement à l'usage d'une bataille publique mais afin que tous ceux qui nous demandent des éclaircissements puissent en disposer en toute transparence.

### **En conclusion,**

Je veux le redire à chacune et chacun. Ne perdons pas de vue l'essentiel : l'intérêt de notre peuple et l'enjeu législatif face à Macron, la droite et le FN.

Travaillons inlassablement pour aujourd'hui et pour l'avenir, au rassemblement. Nous avons dans toute la France de belles et beaux candidats représentatifs du monde salarié, impliqués dans la vie du quotidien des Français, pétris de principes éthiques qui font tant défaut dans la politique. Le score qu'ils réaliseront, les députés que leur travail permettra d'élire, le groupe qu'ils permettront de constituer seront des points d'appui indispensables pour les batailles qui s'annoncent.

Ainsi, et nous en ferons un enjeu majeur de l'élection, nous pouvons priver le Président de la République de la possibilité de recourir aux ordonnances. Car il n'en a pas seul le pouvoir. Une loi d'habilitation de ces ordonnances doit être votée par le Parlement.

Alors, chers camarades, je vous appelle au combat et à la confiance, dans cette période aussi rude que pleine de promesses.

Courage à vous toutes et vous tous.

**Pierre Laurent**

*Secrétaire national du Parti communiste français*

Mesdames, messieurs,

Le 19 mai s'est donc clos officiellement le dépôt des candidatures aux élections législatives.

**524 candidatures seront donc présentées ou soutenues par le PCF-Front de gauche en métropole, comprenant 452 candidatures à parité présentées par notre formation et 72 soutiens.**

524 candidatures présentées pour porter la voix des électrices et des électeurs de gauche qui ne veulent pas laisser les mains libres à Emmanuel Macron, à son premier ministre Edouard Philippe, et à la droite, qui veulent pousser plus loin les logiques libérales des deux quinquennats précédents. 524 candidatures pour porter la voix des femmes et des hommes qui ont voté Jean-Luc Mélenchon, qui ont voté Benoît Hamon, qui ont voté Philippe Poutou ou Nathalie Arthaud, et qui veulent demain des députés communistes, Front de gauche, de gauche qui défendront le monde du travail, qui travailleront sans relâche à unir les forces populaires face aux forces coalisées du libéralisme, qui seront des remparts intraitables face au Front national.

Comme vous le savez, et malgré nos appels à l'unité de candidatures dans le maximum de circonscriptions, la direction nationale de France insoumise nous a opposé un refus de principe. Et cela, malgré le désir partagé dans de nombreuses circonscriptions par des membres des groupes d'appui locaux de FI et par les communistes d'aller ensemble à la bataille. Je le regrette profondément. C'est une faute au regard de l'objectif immédiat qui est le nôtre de constituer à l'Assemblée nationale la plus grande force possible face aux candidats du libéralisme, mais aussi au regard de l'avenir d'une gauche nouvelle qu'il convient désormais de réinventer en continuant à rassembler toutes les forces disponibles dans le respect de leur diversité. **Nous continuerons de travailler sans relâche à la convergence d'action et de projet de ces forces.**

Aujourd'hui, l'heure n'est pas à la polémique, mais à la mise en campagne de tous nos candidats. Les électrices et les électeurs qui nous questionnent ont juste droit à la vérité car elle comptera pour l'avenir. Ce qui s'est passé à Marseille ces jours ci est éloquent. **Je veux saluer le geste politique de responsabilité qui a été celui des communistes des Bouches-du-Rhône après l'annonce de la candidature de Jean-Luc Mélenchon.** Et je renouvelle leur appel: pourquoi la main tendue des communistes, qui visait à créer les conditions d'une large victoire dans toute la ville, le département et au-delà, n'a-t-elle pas été saisie ? Cela reste pour nous incompréhensible.

Je veux le redire une dernière fois : personne, en tout cas pas nous, ne cherchait à briser la cohérence créée dans l'élan de la campagne présidentielle, bien au contraire, mais chacun pouvait aussi en reconnaître, sans la considérer comme un obstacle, sa diversité. C'était le moindre des respect à l'égard des communistes après leur soutien présidentiel. Pour nous tous qui revendiquons une VIème République, la cohérence d'une élection présidentielle, ce ne peut pas être comme pour d'autres l'abdication temporaire de souveraineté des électeurs au profit d'un Président qui vous dit : vous avez voté, vous avez adopté mon programme, on se reparle dans cinq ans. **Nous voulons une majorité agissante, intervenante, pleinement citoyenne. Nous voulons des députés pleinement responsables à tout moment devant le peuple qui les a élus. Le Parti communiste et ses élus ont toujours agi en ce sens, avec liberté d'initiative et esprit constructif.**

Tout cela étant dit, l'heure est à la bataille, car **de nombreuses victoires législatives restent à portée de mains**. Des millions de nos concitoyens souhaitent et espèrent ces victoires. La campagne est donc lancée, et bien lancée. J'étais moi-même hier devant plus de sept cent personnes en Gironde entouré des dix candidats et de leurs suppléants que nous présentons dans ce département.

La liste nationale des candidats que nous présentons rassemble des femmes et des hommes issus du peuple et qui vivent et travaillent comme l'immense majorité de celui-ci. Cette liste comporte aussi, comme je l'ai dit, **le soutien à 72 candidatures de personnalités engagées dans le mouvement social à des titres divers et d'autres venus de formations politiques telles que France insoumise, Ensemble, République et Socialisme, EELV ou des soutiens de Benoit Hamon**.

Parmi ces personnalités, citons Clémentine Autain, François Ruffin, Zara Boudjemaï, Caroline de Haas, Monique Pinçon-Charlot, Marianne Journiac...

Malgré l'absence d'accord national, il n'y aura pas de concurrence avec FI dans 29 circonscriptions. Des communistes en mesure de l'emporter ne se verront pas opposer de candidatures FI dans 11 circonscriptions. Nous en félicitons et je veux saluer les militants locaux de la FI qui ont permis ces choix. Pour notre part, nous soutenons des candidatures FI dans 18 circonscriptions, dont celle où se présente Jean-Luc Mélenchon. En revanche, je veux dire que nous regrettons très profondément le maintien de candidatures FI dans près d'une vingtaine de circonscriptions où se joue l'élection possible d'un ou d'une député(e) communiste, sans que FI n'ait en revanche une chance de l'emporter. J'invite les électrices et électeurs de Jean-Luc Mélenchon dans ces circonscriptions à réfléchir à cette situation pour éviter d'offrir par la dispersion de leurs voix au premier tour un député supplémentaire à En Marche, la droite ou le FN.

Tous ces éléments étant connus, je veux dire que nous maintenons des objectifs de conquête clairs :  
- **nous voulons contribuer à l'élection de plusieurs dizaines de députés de gauche (PCF-Front de gauche, France insoumise, et autres forces diverses) en métropole comme en outre-mer ... capables de s'unir demain face à Macron et à ses soutiens de droite**. Et c'est possible. Pour cela, le score de nos candidats au 1<sup>er</sup> tour sera partout un atout, car il sera un gage de rassemblement efficace au second tour.

- Dans ces objectifs de conquête, nous visons pour notre part la qualification au second tour de nos candidats dans plusieurs dizaines de circonscriptions. **Et il est réaliste de dire que nous pouvons élire, grâce à une intense et conquérante campagne dans les jours à venir, plus du double de députés communistes et Front de gauche que dans l'Assemblée précédente, soit une vingtaine de députés**. Cet objectif est à portée de main. J'invite les communistes à redoubler d'efforts pour y parvenir. Cela comptera beaucoup pour l'avenir.

En permettant ces victoires, nous ferons entrer réellement la voix du peuple à l'Assemblée nationale car je le rappelle nos candidates et candidats sont le vrai renouveau, celui qui ferait entrer le monde du travail dans l'hémicycle.

40 % de nos candidats ont moins de 50 ans, 20 % moins de 40 ans. 70 % n'ont jamais exercé de mandat électif.

**38 % sont des employés, ouvriers ou techniciens, 14 % des cadres, 20 % des fonctionnaires, 25 % des retraités, d'autres encore sont artisans ou étudiants. Ce sont des candidatures à l'image de la France, pas celle des cabinets ministériels et des conseils d'administration. 40 % des nos candidats ont des responsabilités syndicales dans le cadre de leur activité professionnelle et connaissent parfaitement les conditions de vie des salariés de notre pays.**

Ces candidats vont d'ailleurs sans attendre se mettre au service du combat qui s'annonce contre le recours aux ordonnances pour casser encore plus le Code du travail et finir le sale boulot de la loi El Khomri.

**Pour cela, j'annonce que nous lancerons le 1<sup>er</sup> juin dans toute la France une campagne nationale avec ce slogan: « L'été, ça n'est pas fait pour casser le code du Travail – Non aux ordonnances Macron ».**

Le 1<sup>er</sup> juin, j'invite nos candidats et leurs soutiens à prendre dans toute la France des initiatives publiques, spectaculaires et médiatiques, pour crever le mur du silence autour de ce qui se prépare. Nous appellerons dans cette campagne à élire le maximum de députés qui s'engagent à refuser ces ordonnances et nous appellerons à préparer les conditions d'une bataille estivale d'ampleur pour mettre en échec le coup de force du gouvernement.

« **L'été, ça n'est pas fait pour casser le code du Travail** », avec ce mot d'ordre, nous voulons mettre en débat un choix de société : ou l'asservissement au travail et à la précarité à vie, ou une vie digne faite d'un travail reconnu, correctement payé avec un bon salaire, permettant le droit au repos pour tous. Nous serons mobilisés partout, dans les urnes les 11 et 18 juin, mais aussi sur les places des villes, au milieu de nos cités et des nos quartiers, comme sur les plages et les aires de loisirs. Nous ne laisserons pourrir notre été. Nous mettrons en échec les ordonnances Macron.

Enfin, permettez moi un dernier mot devant vous, mesdames et messieurs les journalistes, en vous remerciant de votre présence.

**Je veux alerter contre le déni démocratique qui se met en place et qui vise à priver d'accès aux média nos candidats, en reproduisant les temps de parole présidentiels sans tenir compte de la réalité et de la diversité des candidatures pour ces élections législatives. C'est l'extension sans limite du présidentielisme médiatique au mépris de toute règle démocratique pour ces nouvelles élections.**

Ainsi, notre parti, qui dispose d'un groupe parlementaire et présente des candidats sur tout le territoire s'apprête à être quasiment interdit d'antenne. J'ai écrit au CSA pour alerter sur ce scandale et je vous demande, mesdames et messieurs les journalistes, de ne pas répondre aux injonctions qui vous demandent en haut lieu d'appliquer des règles de temps de parole contraires à tout respect de la pluralité démocratique. Les électeurs n'ont pas voté pour les élections législatives. Ils ont droit à une information pluraliste jusqu'à la clôture du scrutin, construite à partir de la réalité des forces en présence sur le terrain et non des pronostics sondagiers nationaux qui ne reflètent pas la réalité des circonscriptions. Je suis certain que vous serez sensibles avec moi au respect dû aux électrices et aux électeurs.